

[Texte]

The Chairman: We have your graduates here working on it.

Prof. Brooks: My condolences.

Mr. Langdon: Is the Chair speaking here as Chair or is he speaking as a lawyer?

The Chairman: I must say it may seem a conflict of interest, but not really any more because I have not practised since 1982.

• 1205

Mr. Brooks: Anyway, I will just make it serve generally.

But that is not the only tax concession we give large... incidentally. We also allow them to report their work in progress on a cash basis, as the chairman knows. We also now allow them to incorporate in the province, if they can, and get the small business deduction, which is bizarre.

All I am saying is there are a whole series of those kinds of measures scattered throughout the bill. On the big measures, entertainment, capital gains, dividend tax credit, we are talking billions of dollars. My guess would be if you added up these other things we would be talking billions.

Mr. Langdon: You have talked about \$10.5 billion in income tax increases being required. It is quite conceivable if some of these initiatives were taken you could be talking about half that increase.

Mr. Brooks: Absolutely. For example, on corporations—the chairman knows this—one of the things we allow corporations to do is borrow money in Canada and use it to finance subsidiaries overseas. I would like to know what the cost of that is. In effect corporations are allowed to deduct interest expense in Canada when their income will never be taxed here. So all these take-overs of American companies that happened in the early 1980s were done with money borrowed in Canada. They were deducted from Canadian tax rates. We never taxed the income. I would like to know what the number of those is. It is enormous.

The other thing I mentioned in the paper is that we and Australia are the only two industrialized countries without a wealth tax. I cannot see why that is. It just seems strange to me.

The Chairman: We have this specious capital gains tax, which taxes only some wealth right now. Well, there is a deemed realization on death. In other words, there is a wealth tax there, but it is only on gains.

Mr. Brooks: But it is not on wealth, it is on income. That is income we should have taxed them on while they

[Traduction]

Le président: Nous avons ici vos diplômés qui travaillent sur la question.

M. Brooks: Mes condoléances.

M. Langdon: Le président parle-t-il à titre de président ou à titre d'avocat?

Le président: Je vous avouer que cela peut sembler un conflit d'intérêt, mais ce n'est pas vraiment le cas puisque j'ai cessé d'exercer depuis 1982.

M. Brooks: Quoi qu'il en soit, je parlais seulement en général.

Mais ce n'est pas le seul allègement fiscal que nous accordons aux grands... soit dit en passant. Nous leur permettons également de déclarer leurs travaux en cours selon la comptabilité de caisse, comme le sait le président. Nous les autorisons en outre à se constituer en société dans la province, s'ils le peuvent, et d'obtenir ainsi la déduction pour petites entreprises, ce qui est aberrant.

Je dis simplement qu'il y a toutes sortes de mesures de ce genre ici et là dans la loi. Pour les mesures importantes, comme les frais de représentation, les gains en capital, le crédit d'impôt pour dividende, il y a des milliards de dollars en jeu. Il s'agit bien de milliards de dollars lorsqu'on additionne toutes ces mesures ensemble.

M. Langdon: Vous avez mentionné qu'il fallait augmenter les impôts de quelque 10,5\$ milliards. On peut supposer que ce montant soit diminué de moitié si l'on supprimait ces mesures.

M. Brooks: Exactement. Par exemple—et le président est au courant de cette mesure—nous permettons aux sociétés d'emprunter de l'argent au Canada pour financer des filiales à l'étranger. J'aimerais bien connaître le coût de cette mesure. De cette façon, en effet, les sociétés peuvent déduire des frais d'intérêt au Canada, alors que les revenus ne seront jamais imposés ici. Toutes ces prises de contrôle de sociétés américaines auxquelles nous avons assisté au début des années 1980 ont été réalisées avec de l'argent emprunté au Canada. Cet argent a été déduit de l'impôt canadien. Nous n'avons jamais imposé les revenus. J'aimerais bien connaître les chiffres à ce sujet, ils doivent être énormes.

J'ai également dit dans mon document que le Canada et l'Australie étaient les deux seuls pays industrialisés à ne pas prélever d'impôt sur la richesse. Je ne comprends pas pourquoi. Cela me semble étrange.

Le président: Nous avons cet impôt illusoire sur les gains en capital, qui n'impose qu'une partie de la richesse à l'heure actuelle. Il y aura même la réalisation réputée des biens au moment du décès. Autrement dit, il s'agit d'un impôt sur la richesse, mais qui touche uniquement les gains.

M. Brooks: C'est un impôt non sur la richesse, mais sur le revenu. Ce sont des revenus que nous aurions dû